

## LES MENSONGES BOLCHÉVISTES (1)...

Une forte campagne est menée actuellement pour la constitution des comités d'usine, et avec la complicité de la C.G.T.U. clame à tous les échos que le prolétariat russe, lui, pénètre et contrôle la direction des usines dans lesquelles il est exploité. Le 26 août 1924, le député communiste Doriot déclarait à la tribune du Palais-Bourbon:

*«Et puis, il y a notre solution. A la dictature du capital, nous opposons la dictature du prolétariat. Au conseil des banquiers américains, nous opposons le conseil des commissaires du peuple. Au contrôle capitaliste de la production, nous opposons le contrôle des ouvriers».*

Voilà ce que l'on dit en France aux ouvriers français, et cependant la réalité est tout autre, la déclaration de Doriot est un mensonge, car l'ouvrier russe, nous le répétons, n'a aucun contrôle sur l'usine. Et qui donc le lui refuse? Le gouvernement bolchéviste. Pour appuyer notre argumentation, car nous ne nous aventurons pas sans preuves, il n'y a qu'à lire le discours que prononça à Moscou, le 19 mai 1924, le commissaire du peuple aux affaires étrangères, L. Krassine, et reproduit (c'est sans doute une faute de la censure) par *L'Humanité* du 5 juin de la même année.

*« En ce qui concerne l'organisation de l'industrie, Krassine juge comme indispensable de s'en tenir aux bases déjà établies: une direction individuelle, une administration responsable et permanente, la non-immixtion des comités d'usine et de syndicat dans la direction de l'entreprise, le paiement à la pièce et à forfait, le système des primes».*

Que reste-t-il du discours de Doriot? Pourquoi tenir ici, en France, de tels propos, alors qu'il sait pertinemment qu'ils sont contraires à la vérité? Pourquoi, pourquoi, sinon pour capter, au profit de son parti, la confiance du prolétariat, s'en faire un tremplin électoral et gravir les marches du pouvoir?

Puisqu'il est flagrant que le prolétariat russe ne jouit d'aucune des libertés et des privilèges que l'on fait miroiter aux yeux du prolétariat international, comme étant un fait en Russie, nous voudrions, une fois pour toutes, que l'on veuille bien nous dire les bienfaits de la dictature prolétarienne et de quelle façon avantageuse elle se manifeste en faveur de l'ouvrier.

Nous n'ignorons pas que la Révolution russe a transformé la Russie; on nous objecte que certaines réformes ont été accomplies, entre autres la limitation de la fabrication des alcools (2), l'instruction obligatoire, la séparation de l'Église et de l'État. C'est vrai. Mais cela, à nos yeux, ne représente pas une source suffisante de bienfaits en faveur du peuple, et nous considérons que les concessions faites au capital sont bien supérieures.

Et puis, les États-unis d'Amérique n'ont pas seulement limité la fabrication des alcools, ils l'ont complètement interdite; devons-nous en conclure que le gouvernement américain est prolétarien?

En Angleterre, l'instruction est obligatoire, et le contrôle de l'enfance est observé avec un réel souci.

Devons-nous en déduire que George-5 est communiste? En France, la séparation de l'Église et de l'État n'est pas une réforme nouvelle et les gouvernements démocratiques entendent faire respecter la loi par toute la prêtaille de ce pays. Devons-nous les classer dans la catégorie des révolutionnaires?

Pour nous, un gouvernement est un gouvernement, qu'il soit rouge ou qu'il soit blanc. Partout où la bourgeoisie exerce encore son influence, le gouvernement la soutient - en Russie comme ailleurs - et toutes

(1) Septième chapitre de «*Le Mensonge bolcheviste*». D'après la ré-édition aux *Éditions Acratie* - 1998.

(2) Au lendemain de la Révolution, le gouvernement supprima la fabrication et la vente des alcools. Il revint par la suite sur cette décision, afin de procurer des ressources à l'État.

les institutions sont mises à son service pour la défendre. Et c'est ce qui explique la répression dont sont victimes des centaines de révolutionnaires qui gémissent dans les bagnes et les prisons bolchévistes.

**Jules CHAZOFF.**

-----